

INFORMATIONS SCIENTIFIQUES

Département de géographie et de l'aménagement du territoire et Laboratoire E.G.E.A.T., Université d'Oran, 9-10 décembre 2007

Faisant suite logiquement aux ‘Premières’ de décembre 2004, ces ‘Deuxièmes journées géographiques algériennes’ qui se sont tenues le 9 et 10 décembre 2007 à l’Université d’Oran-Es-Sénia, ont donné lieu à la présentation de 16 communications réunissant des chercheurs de six institutions algériennes et de trois universités étrangères (Grenoble, Besançon et Niamey).

A côté des thèmes désormais ‘classiques’ inclus dans le savoir de la géographie et de l’aménagement (‘Evolution, dynamique et aménagement des milieux naturels’, ‘Dynamique des espaces ruraux’), le Comité scientifique a innové en quelque sorte, en inscrivant le thème ‘Nouvelles tendances de la recherche urbaine’ ; c’est là une manière de mesurer la qualité des travaux de ceux qui ont déjà investi ce champ et aussi de faire connaître de jeunes chercheurs qui travaillent sur des sujets peu abordés par la recherche algérienne, à l’image des axes proposés, à savoir ‘Les risques naturels, environnement et villes’, ‘Promotions immobilières en milieu urbain’, ‘Nouvelles centralités urbaines’.

Illustré par la présentation de 5 interventions, le premier axe a permis de démontrer le phénomène des risques industriels dans les villes, aspect largement méconnu jusqu’à une date récente ; le premier cas se rapporte à la délocalisation de Hassi Messaoud vers le site de la ville nouvelle projetée (motifs, décision, réalisation, coût, équipements...) en raison de la proximité de l’habitat de la zone industrielle et des canalisations pétrolières (Ziad M.). Quant au deuxième cas, il se penche sur les risques naturels et industriels du port pétrolier de Skikda dont la géographie et la localisation industrielle exposent sa population habitante à des dangers multiples (Girod A.). La troisième intervention qui se penche sur l’évolution de la situation d’insalubrité de Niamey, capitale du Niger, caractérisée par la déversement dans le fleuve Niger de déchets ménagers et industriels, recommande une implication plus soutenue des différents acteurs publics et privés en vue d’améliorer le cadre de vie de la population de cette ville du Sahel (Botianty A.). Dans le cheminement de cet axe, des approches relatives aux risques liés à la fois à un glissement de terrain à Constantine (Benazouz M.T.), à l’action de l’érosion littorale à proximité de Jijel (Bourebourne L.) et à la protection de la ville de Bordj Bou Aréridj contre les inondations (Boughroudja N.) ont permis aux

participants de mesurer l'étendue des dangers possibles liés à une urbanisation mal maîtrisée. Toujours lors de cette séance, deux communications abordant la question de centralité commerciale ont tenté, soit de décrire les mécanismes de la centralité commerciale du centre-ville de Batna (Announe N.), soit d'analyser la tentative de création volontaire d'une centralité périphérique à Aïn Témouchent (Yousfi .B, Maachou H. M.) et ce, conséutivement au séisme de 1999.

Quelques interventions entrant dans l'axe 'Dynamiques des espaces ruraux' méritent d'être signalées en raison de l'intérêt porté sur la vie en milieu steppique dont les espaces connaissent des fortunes diverses ; les différentes actions d'aménagement de la steppe menées par la puissance publique n'ont pas permis un développement local réel et parfois, les projets réalisés sont, plus ou moins détournés par les aménagés (Hadeid M.). En revanche, les actions d'aménagement entreprises par les populations connaissent localement des contraintes certaines ; c'est le cas pour le passage de la céréaliculture à l'arboriculture, dans les environs du Chott Chergui à cause du manque de savoir-faire de ces 'nouveaux agriculteurs' qui ne maîtrisent pas les techniques d'irrigation (Otmane T.). Dans l'aile orientale du pays, le versant méridional atlasique proche de Biskra apparaît comme un lieu de conflit entre des populations pratiquant l'élevage pastoral et celles qui mettent en valeur des terres irriguées financées par le Plan national de développement agricole (Gorma Z., Bouzahzah F.).

Globalement, les débats ont été fructueux ; d'abord autour de la question des ressources culturelles et territoriales et des acteurs de l'aménagement (Boumaza N.), ensuite autour de difficultés rencontrées lors d'une action contractuelle concrète en recherche appliquée à un milieu steppique se rapportant à l'ensablement (Remaoun K.), enfin sur la mesure de l'identification des zones de déficit hydrique à partir de banques de données disponibles (Mébarki A.).

Abed BENDJELID

**La Revue d'histoire maghrébine fête ses 35 années de parution.
N° 129-130, Tunis, Fondation Temimi, 2007**

La Fondation Temimi pour la Recherche scientifique et l'information de Tunis, vient de célébrer la 35^{ème} année de parution de sa *Revue d'histoire maghrébine*. Parue en janvier 1974, cette revue a connu un parcours excellent, sans relâche, avec une régularité et une persévérence incontestables qui la situe au niveau des revues internationales. Orientée vers la recherche en sciences humaines, elle couvre les périodes modernes et contemporaines de l'histoire maghrébine et ses diverses

relations aussi bien avec le monde arabo-musulman qu'europeen. Ce périodique de la recherche historique s'est distingué par son initiative de s'imposer très tôt en dehors de la sphère universitaire, pour montrer que la recherche a aussi sa place dans des institutions autonomes et indépendantes de toute orientation politique ou idéologique.

Cette revue qui a parcouru un long chemin parsemé de toutes les difficultés, a participé activement et courageusement à l'évolution de la recherche historique au Maghreb. Les innombrables travaux de recherches et études en histoire maghrébine publiés dans ses différents numéros durant ces 35 années, constituent une preuve intangible de l'importance qu'elle a acquise tout au long de cette longue période de vie et de continuité. Sa réputation maghrébine et internationale fait que de nombreux historiens et chercheurs de renom la sollicitent pour publier leurs articles et apporter leur contribution. Sa disponibilité et ouverture envers la promotion des publications des premiers travaux de recherche des jeunes chercheurs universitaires est digne de mérite. La diversité thématique, la qualité des articles et études, écrits dans plusieurs langues, notamment, l'Arabe, le Français, l'Anglais et l'Espagnol, permettent à tous les chercheurs et spécialistes de s'exprimer dans leur langue et d'enrichir la revue par leurs contributions scientifiques.

La périodicité de la *Revue d'Histoire Maghrébine*, est de 4 numéros par an.

Nous donnerons un aperçu de cette thématique à travers les sommaires des derniers numéros : n°129 et 130, 2007, Fondation Temimi, Tunis :

Benjelloun, Abdelmajid. - Les spécificités historiques du Nord marocain.

Gozalbes Cravioto, Enrique - La historia de Melilla. A propósito de una síntesis reciente.

Lissir, Fethi. - De l'intérêt des sources archivistiques tunisiennes et françaises pour l'étude de l'histoire libyenne contemporaine.

Tablit, Ali - British Opposition to the French Expedition against Algiers (1830).

Temimi, Abdeljelil. - Le rôle religieux, éducatif, social et politique de l'Association des Jeunes Musulmans à la lumière de ses procès verbaux et documents inédits.

Notes et documents

Leclerc, Guy. - Notes biographiques sur Joseph Conti (1802-1865) vice-Consul au Moyen-Orient à la lumière d'une riche correspondance diplomatique inédite.

"Choc des civilisations et dialogue des cultures : Regards croisés", avec Prof. Najib Zerouali Ouariti, ambassadeur du Maroc en Tunisie.

"Le rôle des Pays-Bas dans la coopération au développement" avec Dr. Rita Dulci Rahmen.

La *Revue d'Histoire Maghrébine* est aujourd'hui une revue de référence pour la recherche en histoire, ouverte à tous les historiens et chercheurs, notamment maghrébins, pour publier leurs travaux, études et recherches.

Ahmed ABI-AYAD

Ecole thématique CNRS, Les méthodes de l'analyse institutionnelle, La Rochelle du 17 au 21 septembre 2007

Avec la participation de plusieurs réseaux de recherche, qu'ils soient associés au CNRS (GDR Economie et Société et plusieurs UMR), à d'autres EPST (INRA, IRD, CIRAD, FNSP) ou plus informels (Recherche & Régulation, Economie des conventions), 127 chercheurs ont participé à cette rencontre majoritairement venus des institutions de recherche sus citées mais aussi des chercheurs arrivés de l'extérieur de la France (voir liste des participants).

Cette école vient à la suite de celle organisée en septembre 2005 (*Analyse des changements institutionnels : caractérisation, méthodes, théories et acteurs*) ; cette année, un élargissement de la thématique et de la communauté de recherche, est apparu nécessaire pour répondre aux ambitions d'un nouveau projet.

La problématique était présentée dans les termes suivants :

Le constat : la question des institutions est aujourd'hui au centre des approches économiques

Quelles que soient les cadres théoriques, la question des institutions est aujourd'hui au cœur des recherches portant sur le développement économique, à différentes échelles (du local au global en passant par les débats sur les formes du capitalisme) et dans les différents secteurs (productif, monétaire, financier, etc.). Cette préoccupation est particulièrement présente dans un ensemble d'approches que l'on peut qualifier d'analyse institutionnelle au sens où la compréhension des institutions en constitue une dimension majeure, mais qui restent très dispersées : théorie de la régulation, théorie des conventions, analyse comparative institutionnelle et historique, économie politique internationale, sociologie économique, etc.

Si cet objet n'est pas entièrement nouveau (il a constitué un des champs régulièrement investi par une partie des économistes), il connaît un profond renouveau en occupant une place centrale dans la plupart des travaux contemporains en économie. Ceci favorise les échanges des économistes avec les autres disciplines pour lesquelles l'institution a

toujours été un objet scientifique central (droit, sociologie, science politique, notamment, voire la gestion) ; ce qui rend nécessaire la réflexion sur les conditions d'une pratique de recherche interdisciplinaire. L'Ecole s'adresserait ainsi à la communauté des économistes qui ont comme projet de renouveler leur approche en termes d'économie politique.

L'objet : mutualiser les méthodes de l'analyse institutionnelle

Le projet d'école thématique *Méthodes de l'analyse institutionnelle* se focalise sur ces questions méthodologiques pour présenter les nouveaux outils mobilisés dans les recherches les plus récentes, les mettre en débat et favoriser leur appropriation collective par la communauté des chercheurs se positionnant dans le champ de l'analyse institutionnelle. Il apparaît donc nécessaire, dans le contexte actuel, de mettre en place une école thématique sur cette question afin de mettre en commun les avancées méthodologiques récentes, de favoriser leur diffusion et d'éviter une dispersion des efforts de recherche de la communauté.

Il est cependant difficile de séparer les méthodes de l'objet. La formation s'efforcera de coupler ces deux dimensions, notamment lors des conférences, tout en ayant une entrée méthodologique dominante en privilégiant cinq entrées :

- l'analyse des données et l'économétrie appliquée à la mise en évidence de l'impact des institutions,
- l'analyse des discours (écrits ou oraux),
- les enquêtes de terrain,
- la modélisation des institutions et du changement institutionnel,
- l'analyse de réseaux.

Les objectifs stratégiques de l'école sont principalement de :

Renforcer la formation des chercheurs français intervenant sur ce champ par une mutualisation des savoirs et des méthodes et améliorer leur insertion dans les réseaux internationaux de recherche.

Associer des chercheurs du Sud à la réalisation de cette école thématique pour consolider les coopérations scientifiques engagées (notamment par le CIRAD et l'IRD).

Amener les différents programmes de recherche centrés sur l'analyse institutionnelle en termes d'économie politique (théorie de la régulation, économie des contrats, sociologie économique, analyse comparative institutionnelle, etc.) à mieux partager leurs méthodes de recherche pour en améliorer la pratique et intensifier les échanges entre programmes.

Les objectifs de formation visent à transmettre et à confronter des méthodologies sur la base de conférences et d'ateliers, la formule résidentielle crée les conditions d'échanges scientifiques fructueux en

accordant un temps de présentation et de discussion suffisant pendant les séances et en permettant de les compléter par des échanges informels.

Conséquences attendues

Les conséquences attendues relèvent principalement d'un transfert de méthodes de l'analyse institutionnelle afin de renforcer les compétences des chercheurs qui investissent le champ. Les outils pédagogiques élaborés dans le cadre des ateliers méthodologiques permettront de transférer ces savoirs au sein des différentes unités.

L'Ecole devrait favoriser le renforcement des échanges au sein de la communauté des chercheurs qui tend à se fragmenter autour de plusieurs programmes de recherche (théorie de la régulation, économie des conventions, économie politique internationale, etc.), voire entre disciplines. En créant des ponts entre les chercheurs appartenant à des disciplines ou à des programmes différents, il s'agit aussi de créer des opportunités de nouvelles coopérations scientifiques, susceptibles de déboucher sur des projets.

Elle vise également des collaborations avec le Sud et une mobilisation dans un réseau de réflexion de chercheurs européens avec lesquels des coopérations existent dans le cadre de programmes européens.

Une cinquantaine d'animateurs ont pu intervenir lors de cette rencontre. En plus des séances plénières (huit conférences, tables rondes et soirée documentaire-débat), l'Ecole était organisée en deux types d'ateliers parallèles :

1- Ateliers thématiques parallèles:

AT1 - La modélisation des institutions et du changement institutionnel.

AT2 - Institutions et développement.

AT3 - L'analyse institutionnelle des marchés : la structuration des marchés.

AT4 - Firme et institutions : approches institutionnelles de la firme.

AT5 - Droit et économie.

AT6 - Politique et économie.

2- Ateliers méthodologiques parallèles :

AM1 - Théorie des jeux et modélisation des relations institutionnelles.

AM2 - Traitement quantitatif des variables institutionnelles.

AM3 - Sources juridiques et méthodes d'analyse.

AM4 - Techniques d'enquête.

AM5 - Analyses de réseaux.

Senouci BENABBOU

NAQD

Numéro 24

Prix 400 DA Automne / Hiver 2007

Terrorisme

Etats & Sociétés

Revue d'études et de critique sociale

